



Assemblée générale

Distr. générale
17 mars 2000
Français
Original: anglais/français

**Comité préparatoire de la session extraordinaire
de l'Assemblée générale intitulée « Sommet mondial
pour le développement social et au-delà :
le développement social pour tous à l'heure de la mondialisation »**

Deuxième session

New York, 3-14 avril 2000

Point 2 de l'ordre du jour provisoire*

**Préparatifs de la session extraordinaire de l'Assemblée générale
intitulée « Sommet mondial pour le développement social et au-delà :
le développement social pour tous à l'heure de la mondialisation »**

Séminaire sur les valeurs et les économies de marché

Note du Secrétaire général

1. Dans sa décision 5¹, adoptée à sa session d'organisation en 1998, le Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la mise en oeuvre des résultats du Sommet mondial pour le développement social et à l'examen de nouvelles initiatives a invité les gouvernements à contribuer aux travaux du Comité préparatoire et de la session extraordinaire ainsi qu'à l'organisation par le Secrétariat de réunions de groupes d'experts, séminaires, colloques et ateliers consacrés à des questions intéressant la session extraordinaire qui, l'une et l'autre, contribueraient à l'examen de ces questions par le Comité préparatoire.

2. En conséquence, dans le cadre des préparatifs de la deuxième session du Comité préparatoire, le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat, en coopération avec le Gouvernement français, a organisé un séminaire sur les valeurs et les économies de marché, qui s'est tenu à Paris du 19 au 21 janvier 2000. Il a réuni des représentants de gouvernements, des représentants du secteur privé, des universitaires, des représentants d'organisations religieuses, des experts d'organismes des Nations Unies et des représentants d'organisations non gouvernementales. Le Secrétaire général tient à remercier le Gouvernement français d'avoir accueilli ce séminaire.

* A/AC.253/12.

¹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément No 45* (A/53/45), chap. VI, sect. B.

Annexe

Rapport du Séminaire sur les valeurs et les économies de marché, Paris, 19-21 janvier 2000

Résumé

La question des valeurs a déjà été abordée, sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies et au titre des préparatifs du Sommet mondial pour le développement social, dans le cadre du séminaire organisé en octobre 1994 à Bled (Slovénie) sur les dimensions éthiques et spirituelles du progrès social. La Déclaration de Copenhague sur le développement social¹ adoptée lors du Sommet en 1995 reconnaît la nécessité de disposer de « marchés dynamiques, ouverts et libres² » et se fait l'écho des valeurs et objectifs exprimés par la communauté internationale par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies sur la base de la Charte et de la Déclaration universelle des droits de l'homme³.

On a déjà traité sous plusieurs angles la question de savoir dans quelle mesure, et comment, les économies de marché et les secteurs de l'économie faisant l'objet d'une mondialisation devraient être modifiés, orientés ou réglementés de manière à contribuer à l'amélioration du sort de l'humanité tout entière. Lors du séminaire, l'approche adoptée était universelle et normative. L'économie de marché et ses différents avatars ont été examinés du point de vue des normes et des valeurs qu'ils reflètent, propagent, appliquent ou menacent. Cette réflexion, qui s'appuyait sur des exemples régionaux, visait à dégager des règles universelles, car l'Organisation des Nations Unies se préoccupe du bien de l'humanité.

Le présent rapport traitera tout d'abord des raisons qui ont motivé cette réflexion sur les valeurs et les économies de marché et examinera ensuite ce qu'il faut entendre par « valeurs » et ce que sont les « valeurs » de l'économie de marché, qui est maintenant le modèle dominant. Il importe d'éliminer l'extrême pauvreté et de réduire les inégalités de toutes sortes, tout en affirmant les valeurs de base de l'économie de marché.

Le séminaire a mis en évidence un certain nombre d'approches intellectuelles et morales de la question des valeurs et de la société. La capacité d'écoute, notamment l'aptitude à « entendre » ceux qui restent silencieux, est une condition sine qua non de toute réflexion et de tout débat sur les valeurs. L'individu doit être au centre de toutes les politiques, et les économies doivent être au service du bien-être humain. L'écart qu'il y a souvent entre la théorie et la pratique, les droits des personnes et leur situation concrète, les beaux discours abstraits et les conditions de vie sordides, les paroles en l'air et les paroles suivies d'actes est une caractéristique de la condition humaine et le témoignage de la faiblesse des hommes mais devrait être considéré comme un danger permanent et une tentation à éviter si l'on veut que les déclarations sur les valeurs aient une quelconque crédibilité.

Le rapport examine ensuite les objectifs à atteindre et les problèmes à régler. Il a été souligné lors du séminaire qu'un « nouveau projet politique » était un contre-poids nécessaire aux idées et intérêts allant dans le sens du capitalisme mondial. Parmi les données nouvelles dont il faut tenir compte, on retiendra notamment l'émergence de nouveaux acteurs, qui fait que les États ne sont plus au centre des affaires mondiales, l'évolution de la situation géopolitique et des relations du point de

vue de la sécurité, et la formation de nouvelles coalitions constituées de ceux qui protestent contre la « mondialisation imposée » et des gouvernements des pays qui ne sont pas représentés dans les instances mondiales de prise de décisions. Dans le même esprit, on a suggéré d'adopter une « philosophie sociale globale » pour pallier l'individualisme ambiant. Les organisations internationales, notamment l'Organisation des Nations Unies, ont été invitées à faire participer davantage les organisations non gouvernementales à leurs travaux.

Plusieurs suggestions spécifiques touchant aux institutions et aux relations internationales ont été formulées mais, faute de temps, elles n'ont pu être examinées. Elles sont énumérées à la fin du présent rapport et seront débattues ultérieurement. La liste des participants figure dans l'annexe.

¹ *Rapport du Sommet mondial pour le développement social, Copenhague, 6-12 mars 1995* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.96.IV.8), chap. I, résolution 1, annexe I.

² Ibid., sect. C; engagement 1 e).

³ Résolution de l'Assemblée générale 217 A (III).

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Trois raisons qui justifient une réflexion sur les valeurs et les économies de marché	1–3	5
II. Que doit-on entendre par « valeurs »?	4–7	5
III. Les valeurs véhiculées par le système dominant d'économie de marché	8–16	7
IV. Les attitudes vis-à-vis des questions de valeurs et de sociétés	17–26	10
V. Objectifs à poursuivre et questions à aborder	27–33	13
VI. Autres suggestions méritant débat	34–39	15
Annexe		
Liste des participants.		17

I. Trois raisons qui justifient une réflexion sur les valeurs et les économies de marché

1. Une économie, qui est un arrangement social pour la production et l'échange de biens et services, reflète les valeurs de ses acteurs et contribue à son tour à façonner les contours moraux et politiques de la société dont elle fait partie. Dans le cadre de la modernité contemporaine et du processus de mondialisation, cette contribution est massive. Le discours politique est dominé par la recherche de la prospérité et de la puissance économique. Les individus organisent leur existence autour d'une carrière professionnelle qui est source de revenus, de satisfaction personnelle et de statut social. Les symboles des économies de marché, qu'il s'agisse des sièges sociaux des grandes entreprises, des banques, des supermarchés ou des panneaux publicitaires, dominent le paysage urbain. Ils écrasent les bâtiments religieux, les écoles et les théâtres, et prennent souvent l'avantage sur les immeubles du pouvoir étatique. La psyché moderne associe étroitement le progrès avec le changement technologique et le développement économique.

2. À cette première raison justifiant une réflexion sur les relations entre valeurs et économies s'ajoute le fait que les économies de marché diffèrent grandement dans la qualité de leur contribution à la réalisation des objectifs sociaux. Certaines permettent des améliorations de niveau de vie pour toutes les classes sociales. D'autres tendent à concentrer le pouvoir financier entre quelques mains. Certaines sont régentées par des lois et des préceptes éthiques qui situent leur fonctionnement à un bon niveau moral. D'autres se caractérisent par le cynisme et la corruption. Même si elles figurent au premier plan des préoccupations des sociétés contemporaines, les économies ne sont pas des fins en elles-mêmes. Leur qualité doit être mesurée à l'aune des critères sociaux et moraux qui reflètent les valeurs des communautés concernées. Dans la perspective des buts et principes inscrits dans la Charte des Nations Unies, les économies nationales et la nouvelle économie mondiale doivent être jugées en fonction de leur contribution à l'amélioration de la condition humaine, but que des conférences comme le Sommet mondial pour le développement social ont traduit en engagements politiques.

3. En outre, les économistes, les spécialistes des sciences humaines et les hommes politiques

s'accordent de plus en plus à reconnaître que la performance d'une économie de marché, mesurée par des indicateurs traditionnels tels que la croissance du produit national, est largement explicable par les compétences, les valeurs et les attitudes de ses acteurs. Les chefs d'entreprise, les ouvriers, les employés et leurs associations et syndicats, mais aussi les consommateurs, les législateurs et les fonctionnaires contribuent, par leurs aspirations et leurs décisions, à donner à une économie ses caractéristiques propres. Il y a continuité entre la microéconomie et la macroéconomie. La culture des acteurs d'une économie joue probablement un rôle plus important que les ressources naturelles. L'apparition de la « nouvelle économie », qui met l'accent sur la connaissance, l'information et les communications, ne pourra que renforcer cette prééminence du facteur culturel dans les explications des différents niveaux de performance économique.

II. Que doit-on entendre par « valeurs » ?

4. Les valeurs les plus importantes mises en avant par le Sommet mondial sont directement issues de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme^a, avec l'ajout très important de la notion de durabilité qui a acquis une reconnaissance internationale lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement organisée à Rio de Janeiro en 1992. Ces valeurs, en ce qu'elles touchent au fonctionnement des économies de marché, sont le droit de chacun à un niveau de vie convenable, la liberté individuelle et le respect d'autres droits fondamentaux y compris les droits du travail, un type de développement économique qui soit durable en termes physiques, moraux et politiques, un esprit d'ouverture et d'accueil dans les relations entre agents économiques et pays, le respect de la diversité dans un contexte de valeurs partagées, et la coopération de toutes les parties concernées à l'instauration d'un ordre mondial démocratique et juste. Du point de vue des Nations Unies, c'est sur ces valeurs que l'on devrait juger le processus actuel de mondialisation de l'économie.

5. Ces valeurs peuvent être légitimement vues comme étant universelles car elles sont consacrées par des textes et traités dûment ratifiés par la plupart des pays du monde, y compris la Charte, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques^b et le Pacte

international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels^c. En outre, les valeurs fondamentales de l'humanité sont communes aux grandes religions et philosophies développées pour aller au-delà de l'état de nature. Ce qui est interdit, par exemple, le meurtre ou l'exploitation d'autrui, comme ce qui est encouragé, par exemple la compassion, la charité et la justice, sont des injonctions et des prescriptions partagées par la plupart des cultures et civilisations. Le fait que certains aient utilisé et utilisent encore à des fins de domination des religions et philosophies à vocation universelle n'enlève rien à la caractéristique fondamentale de la race humaine qu'est le partage d'une humanité commune. L'honnêteté, y compris dans les transactions économiques, est une vertu comprise par tous et partout, même si elle n'est pas communément pratiquée.

6. Les valeurs, cependant, y compris celles de portée universelle, naissent, se développent, sont discutées et contestées dans un contexte local et historique précis. Elles ne sauraient être « tirées » d'une armoire ou d'un coffre-fort qui serait sous la garde de l'Organisation des Nations Unies ou de toute autre autorité. En dehors de leur mise en pratique, elles « n'existent » que dans leur formulation abstraite, qui est d'ailleurs indispensable. Des valeurs qui ne sont pas incarnées dans des actions et des institutions ne sont que des idées platoniques. La première conséquence est que le passage du théorique au pratique, du domaine des principes au domaine de l'action, est un défi continu qui doit être vécu et relevé dans une lutte sans fin impliquant toutes les autorités publiques et privées, civiles et religieuses, ainsi que tous les citoyens. Cette difficulté à faire coïncider valeurs morales et comportement vertueux a pour conséquence que les périodes de pragmatisme où la priorité est donnée à l'immédiat, au pratique et au concret, rendent nécessaire un retour aux théories et aux principes. Ce sont certaines habitudes du cœur et de l'esprit qui permettent aux sociétés de faire l'économie de débats sur les valeurs qui les animent. Mais un certain mélange de pragmatisme et de cynisme coupe l'action de ses bases morales, comme le sophisme et l'hypocrisie coupent le discours moral de l'action concrète. C'est là une raison supplémentaire de débattre des valeurs dans les circonstances historiques actuelles. Les économies de marché ne peuvent être réduites à des séries d'actions qui seraient évidentes, « naturelles » et au-delà du jugement moral. Elles ne sont pas faites de principes abstraits tels que la « libre entreprise » ou le « commerce libre » qui échapperaient à la critique et au questionnement. La deuxième consé-

quence est que les valeurs sont en constante évolution. Formulées, mises en oeuvre, soutenues, bafouées, ignorées par des personnes et des institutions, les valeurs sont comprises et vécues comme des cibles sans cesse en mouvement. Être fidèle à une valeur fondamentale, telle que l'égalité de tous les êtres humains, ou l'interdiction de toutes les formes de discrimination, ou la supériorité de la coopération sur l'affrontement, c'est accepter de débattre des différentes interprétations de ces valeurs et de leur signification concrète dans différentes circonstances. Refuser de tels débats, c'est admettre une grande incertitude ou faire preuve d'une arrogance inadmissible. Les valeurs ne peuvent être utilisées comme des remparts contre le changement social, ou comme des forteresses contre la contestation politique. Protégées par la peur, elles deviennent stériles. C'est là aussi reconnaître que les valeurs ne sont pas promulguées et défendues par un seul acteur sur la scène sociale qui serait placé au centre des affaires du monde, mais bien plutôt par une multitude d'acteurs qui agissent et réagissent dans des cadres eux-mêmes changeants. Le monde occidental n'a pas le monopole des valeurs. Il en va de même de toute religion ou philosophie. Cette observation n'est pas une apologie de l'éclectisme, du relativisme et du laxisme. Compte tenu de la mentalité de l'époque qui met l'accent sur la satisfaction immédiate de l'intérêt personnel, corporatiste ou national, il est extrêmement important de conjuguer ouverture et fermeté et de garder à l'esprit des points de repère moraux afin que ce monde en constante évolution conserve un peu de stabilité. Par exemple, même si le travail et le capital évoluent, la préservation de l'équilibre du pouvoir et des intérêts de ces deux réalités reste un objectif moral et politique important.

7. Les valeurs de base qui définissent la décence et l'esprit de la personne humaine ont une unité et une continuité dans leurs domaines de mise en oeuvre. Il serait fallacieux, et peu pratique, de concevoir un système de valeurs pour les marchés, un autre pour les institutions publiques, et par exemple un troisième pour la vie privée. Ni la société ni la personne ne peuvent être divisées en domaines autonomes régis par des normes morales différentes. La plupart des grandes religions et philosophies de l'histoire humaine ont énoncé l'unité fondamentale de la personne. Le même besoin de continuité s'applique à la construction d'une communauté mondiale. Les organisations internationales, qu'elles s'occupent de finance, de commerce ou de règlement des conflits armés, doivent avoir une philosophie morale et une éthique communes. C'est là

l'un des buts de la Charte. Une addition d'États et de corporations sans culture démocratique ne constituera jamais une communauté mondiale et démocratique. Une telle continuité n'est concevable, cependant, que si elle est compatible avec les différentes fonctions et objectifs des institutions et activités qui, ensemble, forment une société — ou communauté mondiale — harmonieuse. Il convient de distinguer le fondamental de l'instrumental et l'éternel du transitoire. La philosophie morale d'une communauté doit être telle que le fonctionnaire, l'entrepreneur, l'artiste, l'étudiant ou le retraité puissent partager et appliquer les mêmes valeurs de base tout en accomplissant des tâches différentes et répondant à des rationalités diverses. Et la même personne doit pouvoir se comporter avec intégrité et empathie pour « l'autre » qu'elle soit à la recherche d'un profit, qu'elle soit un citoyen ou une citoyenne politiquement actif, ou qu'elle s'occupe de l'éducation d'un enfant. Ignorer la distinction entre valeurs fondamentales et normes instrumentales de comportement applicables à diverses circonstances, c'est risquer de voir apparaître, ou promouvoir délibérément soit une société totalitaire ou théocratique, soit, à l'autre extrême, une société de marché. Dans le deuxième cas, les valeurs et normes applicables aux transactions économiques, notamment l'argent comme instrument d'échange, envahissent et dominent tous les aspects de la vie et toutes les sphères sociales. Les valeurs instrumentales deviennent des valeurs fondamentales. Dans l'autre cas, l'autonomie et la liberté d'agir et d'entreprendre de l'individu sont niées et l'économie de marché, indispensable à toute société, ne peut s'épanouir.

III. Les valeurs véhiculées par le système dominant d'économie de marché

8. Le système de l'économie de marché répond, dans son essence, à des aspects fondamentaux de la condition humaine et de la vie en société. Les besoins matériels essentiels de l'individu, qu'il s'agisse de la nourriture ou du logement, peuvent fort bien être satisfaits par des moyens coercitifs, notamment le rationnement, et des économies peuvent être prospères en termes d'investissement, de production et de croissance dans des contextes politiques totalitaires. Des « succès » de ce genre ont existé durant le XX^e siècle et sans aucun doute au cours de l'histoire, notamment

dans le cadre de civilisations fermées et stables. Mais l'économie de marché authentique est fondée sur la liberté de la personne humaine d'avoir une activité économique productive, de mettre en oeuvre son initiative et sa créativité, de bénéficier matériellement, émotionnellement et socialement de cette activité, et de pouvoir en transmettre les fruits à ses descendants. La liberté de faire, de produire, de vendre et d'échanger, le travail libre et créatif par opposition à l'esclavage, et la libre disposition de ses talents et possessions, sont donc les valeurs et les vertus qui définissent le système de l'économie de marché. Ces valeurs sont pleinement reconnues dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, dans les textes qui en sont issus et dans la constitution de la plupart des pays.

9. Le Séminaire a reconnu que, dans cette perspective, l'économie de marché est irremplaçable. Il n'existe à ce jour pas d'autre forme d'organisation sociale qui permette la production et l'échange de biens et de services dans un contexte de liberté et d'autonomie individuelle. Un certain nombre d'économies, y compris de très puissantes, ne possèdent pas ces caractères et vertus, et des progrès dans cette direction, y compris par la coopération internationale, sont de la plus haute importance pour les pays concernés comme pour la promotion de la démocratie au niveau mondial. Le Séminaire a également reconnu que les valeurs qui constituent l'essence de l'économie de marché peuvent être perverties, ainsi qu'en témoignent les situations de monopole ou d'oligopole, le chômage, l'évasion fiscale ou la corruption. De telles perversions naissent de l'abus ou du mauvais usage de la liberté, ainsi que des défaillances des acteurs impliqués, y compris les autorités publiques. Le Séminaire a reconnu enfin l'extrême diversité des économies de marché. Cette diversité se reconnaît dans de très différents niveaux de performance en termes d'agrégats traditionnels; dans des degrés également différents de mise en oeuvre des valeurs de liberté d'initiative et de participation à l'activité économique qui sont au coeur de ce système; et dans des contributions très variables aux autres valeurs considérées comme fondamentales pour l'amélioration de la condition humaine.

10. À partir de cette base, les débats du Séminaire se sont centrés sur un certain nombre de caractéristiques problématiques ou discutables du modèle dominant d'économie de marché. Ce modèle, qui aujourd'hui rayonne de par le monde, peut être qualifié de capitalisme mondial.

11. L'économie de marché mondiale est fragile. Une raison de cette fragilité est l'utilisation intensive et croissante de technologies très sophistiquées pour la production, l'information et les communications. Complexité et dépendance à l'égard d'instruments qui peuvent se dérégler provoquent la fragilité, que ce soit pour un ménage ou pour l'économie nationale ou mondiale. Une deuxième raison tient à l'interdépendance croissante des acteurs économiques, à savoir essentiellement les gouvernements et les entreprises. Non seulement l'autarcie économique ou financière est aujourd'hui exclue, mais l'indépendance elle-même est de plus en plus problématique, y compris pour les plus puissants. Ces deux sources de fragilité s'inscrivent dans un mouvement à long terme vers un monde de plus en plus intégré, et ne sauraient donc, en elles-mêmes, être déplorées. Néanmoins, des précautions doivent être prises et des garde-fous mis en place. Une troisième raison de fragilité de l'économie de marché mondiale tient au rôle tout à fait énorme des marchés financiers et à la nature dangereusement artificielle d'une « prospérité » qui se manifeste par des taux de rémunération du capital avoisinant 15 % sur une longue période. L'alerte qu'a constituée la crise financière asiatique, qui a en fait sévèrement puni essentiellement les classes moyennes et les travailleurs des pays concernés, n'a pas pour l'instant provoqué des mesures susceptibles de corriger cet aspect clairement négatif du capitalisme mondial. Jouer avec cette fragilité de l'économie mondiale, et en profiter, ne représente pas pour un individu, une entreprise ou un État une vertu qui mérite l'admiration. Ce type de comportement ne doit pas être confondu avec la capacité d'évaluer un risque et de prendre une décision responsable.

12. La concentration du pouvoir économique et financier dans le monde, qui met en cause des gouvernements et des entreprises et corporations, y compris les médias, et qui est visible à l'échelle d'un grand nombre de pays aussi bien qu'au niveau global, va à l'encontre des valeurs de base qui donnent à l'économie de marché sa supériorité par rapport à d'autres systèmes moins centrés sur la liberté individuelle. Cette concentration est opposée aux valeurs d'égalité, d'équité et de participation. Elle est en contradiction avec les valeurs démocratiques proclamées et défendues par ces mêmes pays qui en profitent financièrement. Elle crée des sociétés duales et un monde divisé. Aujourd'hui, il n'existe pas de système de régulation internationale qui permettrait de stopper ou au moins de contrôler les fusions et acquisitions qui

provoquent cette concentration et qui sont apparemment rendues « nécessaires » par la présente logique de la mondialisation économique. Les réductions d'effectifs, et les réactions « positives » des marchés financiers à ces réductions donnent une touche caricaturale à une très dangereuse tendance qui profite à quelques-uns et affecte un grand nombre. Le Séminaire a pu seulement noter qu'il y a beaucoup à faire pour modifier les termes de la compétition internationale et de la logique d'accroissement des entreprises qui semblent être au cœur du mouvement actuel de concentration du pouvoir économique et financier. Il n'a pu également que prendre acte du fait que cette concentration a d'énormes conséquences politiques et culturelles, y compris par le truchement de la publicité et des médias qui propagent à l'échelle mondiale un modèle de consommation et une image de ce qu'est une vie agréable et réussie.

13. Le court terme est l'horizon des marchés et des économies de marché. C'est là une conséquence logique de l'intérêt primordial attaché aux marchés financiers, aux profits rapides et à des stratégies de survie dans un environnement jugé précaire et dangereux. Ce trait est lié par un ensemble complexe de causes et d'effets à d'autres caractéristiques de la culture dominante, y compris le désir de satisfaction immédiate des appétits et besoins, une conception excessivement utilitaire de l'éducation et du savoir, le recours aux drogues et à d'autres formes de fuite devant la réalité quotidienne, et aussi sans doute la violence qui sévit dans un grand nombre de sociétés. Il s'agit là d'une culture de l'instant. Elle est marquée par une sorte « d'instantanéité » qui rend très difficiles les efforts pour protéger l'environnement et qui hypothèque gravement une recherche sérieuse du bien collectif. Les marchés en eux-mêmes, même s'ils fonctionnent bien, ne peuvent et de sauraient répondre à tous les besoins et à toutes les aspirations des gens et à toutes les exigences de la vie en commun dans une société mondialisée. Trop d'accent sur le court terme empêche même les économies de marché de contribuer convenablement au bien-être des individus et au bon fonctionnement des sociétés. Cette obsession avec le court terme n'est pas un caractère intrinsèque du capitalisme. Tout au contraire, beaucoup a été dit et écrit sur l'éthique qui a permis à l'idée de prospérité de devenir une valeur collective et un projet partagé. En ce début du XXI^e siècle, pourtant, la recherche d'un modèle de développement durable et du progrès social est minée

par cet intérêt excessif pour le court terme et ses avantages alléchants.

14. Dans le même ordre d'idées, on peut citer la tendance à rechercher des solutions simples et rapides à des problèmes complexes. Souvent, dans des institutions publiques ou privées, des analyses détaillées et des débats intenses conduisent à des décisions simplistes qui donnent à telle ou telle idée les attributs d'une solution parfaite alors qu'elle néglige des pans entiers du problème en question. La lutte contre la pauvreté fournit des exemples nombreux de cette culture politique trop facile. Pour certains, le travail et l'emploi sont la solution universelle à toutes les formes de pauvreté, alors qu'en réalité, dans les pays à tous les niveaux de développement économique, des individus et des groupes ont besoin d'être protégés et assistés par des institutions publiques et privées. Les personnes sévèrement handicapées constituent un exemple parmi d'autres. Dès lors, le point en effet très central du rôle de l'emploi dans la lutte contre la pauvreté devient une panacée conduisant à des politiques tronquées. Il en va de même du rôle des « filets de sécurité » qui doivent protéger les gens des conséquences négatives des politiques d'ajustement structurel et de réformes. Ces « filets » ne sauraient remplacer les politiques de distribution et de redistribution des revenus et les formes collectives de protection sociale. En outre, différentes sociétés et différentes cultures demandent différentes formes d'assistance et de protection des groupes fragiles et vulnérables. Toujours dans le cadre de cet exemple des problèmes de pauvreté et d'insuffisance de développement économique, le rôle des investissements étrangers privés est également souvent présenté de façon simpliste et excessive. Ces investissements, qualifiés de « flux » alors qu'ils sont concentrés dans quelques pays, sont des compléments et ne sauraient remplacer les formes publiques de solidarité et de transferts de ressources, y compris l'aide publique au développement. Ce type de simplification excessive des politiques de mise en oeuvre de valeurs par ailleurs partagées, reflète des préjugés idéologiques, l'égoïsme et l'incapacité de se mettre à la place de celui qui souffre et qui n'a plus d'espoir, mais également la domination culturelle d'une conception financière étroite de l'efficacité. La rationalité a de nombreuses définitions, et certaines sont plus riches que d'autres.

15. Le changement technologique, qui ne doit pas être confondu avec le phénomène de mondialisation de l'économie tel qu'il se déploie aujourd'hui, domine le

fonctionnement des économies de marchés les plus développées. Ce n'est pas nouveau, et un grand nombre d'innovations technologiques sont bénéfiques pour les communautés concernées et pour l'humanité dans son ensemble, mais l'une des facettes de ce phénomène est une accélération marquée du changement des techniques et la pression qui en résulte pour les ouvriers, employés et cadres directement impliqués est également de plus en plus forte. Les termes de l'équilibre toujours difficile entre les intérêts des employeurs et ceux des employés ne peuvent demeurer constants dans le long terme. Des renégociations sont régulièrement nécessaires pour tenir compte des changements d'environnement, y compris précisément dans le domaine technologique. Durant ces dernières décennies, cependant, cet équilibre a été régulièrement rompu en faveur du capital et des employeurs. La précarité de beaucoup d'emplois, les contrats à court terme, le travail à temps partiel et d'autres évolutions du même ordre ont créé une « flexibilité » de la main-d'oeuvre vue comme nécessaire par les employeurs et souvent vécue dans l'insécurité par les travailleurs. Les forces motrices de l'économie contemporaine, les priorités qui caractérisent les décisions qui dessinent le monde des affaires et les marchés globaux ne prêtent que peu d'attention au sort de ceux qui dépendent de leur salaire pour assurer leur vie quotidienne. Il a été noté durant le Séminaire que la main-d'oeuvre des économies de marché développées comprend aujourd'hui trois catégories : les professionnels, qui maîtrisent les nouvelles technologies, y compris les techniques de communication, et qui bénéficient d'une assez grande indépendance par suite de la forte demande pour leurs services; les travailleurs, qui ont des carrières relativement longues dans la même entreprise ou en tout cas le même secteur car ils ont la possibilité de mettre à jour leurs connaissances et leurs aptitudes; et enfin les « autres », tous les autres qui sont ballotés au gré des circonstances et des changements dans leur environnement et dans le marché du travail et qui, sans contrôle sur leur emploi et leur vie, deviennent souvent marginalisés. La modernité, telle qu'elle se déploie en ce début du XXI^e siècle, marque la vie de beaucoup de personnes du sceau de la précarité.

16. Cette modernité est aussi le triomphe d'une conception matérialiste de ce qu'est une vie réussie et une bonne société. Quand la logique de la transaction commerciale envahit la plupart des domaines de la vie sociale, tout devient monnaie d'échange et en fin de compte, plus rien n'est respecté. Tout système poussé

au-delà de ses limites, qu'il s'agisse de la planification centralisée ou de l'économie de marché, devient oppressif. Les valeurs qui soutiennent une société doivent venir de différentes sources et différentes institutions. Cela vaut aussi pour la communauté mondiale. Ses contours ne peuvent être dessinés uniquement par le développement de marchés mondiaux. Ce problème d'un glissement de l'économie de marché vers la société de marché est illustré par la pauvreté culturelle et spirituelle dont sont victimes les gens qui sont invités constamment et de manière bruyante à être de bons consommateurs. Il ne fait guère bon vivre dans les banlieues des grandes villes des pays du sud ou du nord, et il y a un inquiétant vide spirituel dans les esprits de ceux qui sont programmés pour être de bons producteurs et de bons consommateurs. L'un des grands défis des années à venir est de propager les vertus de l'économie de marché tout en évitant la menace de la société de marché. Une majorité de personnes dans le monde ne bénéficient pas du niveau de vie, du niveau d'éducation, et du niveau de sécurité que l'on peut considérer comme étant nécessaires à ce point de l'histoire humaine. Du point de vue universel et humaniste adopté par ce Séminaire, cette carence ne mérite aucune excuse. Il ne fait pas de doute que les valeurs de base de l'économie de marché doivent être disséminées. Ainsi que l'a souligné le Sommet social, l'extrême pauvreté matérielle doit être éliminée et les inégalités de tous types doivent être réduites. Mais en même temps et en parallèle, et tout d'abord dans les sociétés les plus riches, la culture matérialiste qui domine le monde contemporain doit être critiquée et enrichie.

IV. Les attitudes vis-à-vis des questions de valeurs et de société

17. La question de la pauvreté et du matérialisme évoquée plus haut (ou les vertus des économies de marché et les vices des sociétés de marché) indique à quel point il est difficile d'instaurer ce type de réflexion ou de débat. Dans le cadre, aujourd'hui très nécessaire, de « déconstruction » et de « reconstruction » des valeurs qui constituent la conception dominante de la modernité, il existe des dangers bien réels – et très difficiles à surmonter – de simplification excessive, d'arrogance intellectuelle ou morale, ainsi que le risque de ne s'intéresser qu'aux

éléments les plus évidents au détriment des faces cachées de la condition humaine. Pendant sa brève réunion, le séminaire a cerné un certain nombre d'attitudes intellectuelles et morales qui devraient se révéler utiles. Elles sont résumées ici en guise de préface aux recommandations et suggestions qui leur font suite.

18. Plus le sujet considéré est complexe, plus la vertu de la modestie et de l'humilité intellectuelle est importante. L'information disponible ainsi que les renseignements et les connaissances que peut posséder une personne, un comité ou une assemblée sont toujours limités. Il faut se méfier des conclusions hâtives et des généralisations excessives, éviter des analyses et des prescriptions unidimensionnelles, et considérer que les rapports de causalité sont généralement incertains pour les questions touchant la vie sociale. Des phénomènes tels que la « monétisation » des activités de recherche ou la concentration du pouvoir économique n'ont pas une cause unique. Cependant, toute vertu pouvant être mal utilisée, il ne faut pas que la circonspection qui accompagne la modestie intellectuelle exclue la formulation de conclusions et de généralisations quand celles-ci sont nécessaires pour faire avancer le débat. La reconnaissance de la grande diversité des économies de marché (mentionnée plus haut), ainsi qu'une liste critique des valeurs véhiculées par le système de l'économie de marché « dominant » illustre ce type de compromis.

19. Il faudrait pouvoir concilier le courage moral et intellectuel avec l'humilité. Les débats sur les valeurs et les institutions, comme celles de l'économie de marché par exemple, peuvent aisément devenir des prétextes qui font oublier les difficiles choix politiques qu'il convient de faire sur des questions complexes prêtant à controverse. Au cours du séminaire, les participants ont déclaré que la question des migrations, sous tous ses aspects, notamment l'attrait que les régions riches exercent sur les populations des régions pauvres, et les conditions de vie des travailleurs migrants, constituait le point à examiner par excellence dans le cadre des discussions sur les valeurs et les économies de marché. La relation qui existe entre la richesse des uns et la pauvreté des autres, qu'il s'agisse de classes sociales ou de pays, est un autre bon exemple pour tester la sincérité et la cohérence des discours sur les valeurs.

20. L'ouverture et la curiosité intellectuelles à l'égard des différents aspects d'une question et des divers points de vue qu'elle suscite constituent une autre atti-

tude utile aux débats sur les valeurs. Celles-ci sont des repères nécessaires dans un monde où rien n'est stable. Pourtant, elles changent aussi dans la façon dont elles sont interprétées et dans leurs incarnations, sinon dans leur signification essentielle. Pour interpréter l'évolution de l'économie mondiale à la lumière des engagements pris à Copenhague en mars 1995, il faut rester fidèle à ces promesses et conscients des changements que le paysage culturel et politique a connus et qu'il continuera de connaître. La relative visibilité sur la scène mondiale des positions politiques n'a guère de relation avec leur rayonnement et leur degré de sérieux. Les débats sur les valeurs ne sont pas à l'abri d'attitudes affectées et pédantes.

21. La capacité d'écouter, notamment d'« entendre » ceux qui gardent le silence, est une condition préalable à toute réflexion et à tout débat sur les valeurs. Il y a une différence entre une manière d'écouter polie et superficielle et le fait d'être vraiment attentif. Celui (ou celle) qui écoute laisse supposer qu'il pourrait changer d'opinion, qu'il considère tout interlocuteur – qu'il s'agisse d'une personne, d'une institution ou d'un pays – comme un égal, c'est-à-dire ni comme un inférieur ni comme un supérieur intimidant, et qu'il a la conviction profonde que l'on réussira toujours mieux à se rapprocher de la vérité en exprimant des vues divergentes qu'en se livrant à des manœuvres d'intimidation politique et morale. La culture et le pouvoir dominants ne sont pas « naturellement » enclins à écouter pour apprendre. Les difficultés que pose la propagation des valeurs associées à la démocratie et aux droits de l'homme tiennent en partie à l'incapacité historique de la culture occidentale d'engager un véritable dialogue avec d'autres cultures. En dépit de la mondialisation – et dans un proche avenir peut-être à cause de ce processus –, il existe différentes conceptions du monde et de l'avenir de l'humanité. Une communauté mondiale ne saurait se construire sur des valeurs imposées.

22. Dialoguer, c'est écouter et également veiller à ce que ses propres idées soient claires. Selon la perspective adoptée, la même question peut être présentée de manières fort différentes. On peut, par exemple, considérer la mondialisation économique comme un phénomène qui va d'amont en aval, répond aux marchés et a des retombées bénéfiques pour 80 % de la population mondiale, ou qui, au contraire, est un processus de croissance économique démocratique doté d'une forte dimension éthique dont profiteront un jour les mêmes

80% de la population mondiale actuellement laissés à l'écart. Ces deux estimations sont plausibles en ce qu'elles prennent en compte des faits, des indicateurs et des perspectives différents. Le rôle de l'ONU, en tant qu'hôte d'un débat entre des interlocuteurs ayant des vues aussi opposées, est en partie de clarifier les prémisses, les hypothèses, les analyses et les conclusions de chacun.

23. Ce genre de clarification implique également un souci très constant de faire une distinction entre la fin et les moyens. Afin de procéder à une analyse critique de la culture dominante et de la façon dont modernisation et mondialisation ont été conceptualisées, il faut partir de l'hypothèse de travail qu'il existe une confusion très répandue entre la fin et les moyens. Il y a fort longtemps – plusieurs décennies – qu'on a fait remarquer que les indicateurs économiques tels que le produit national brut (PNB) par habitant ou la croissance des échanges représentent des moyens plutôt que des mesures de la performance d'une société en quête de prospérité et d'un meilleur niveau de vie. Il suffira de rappeler que, normalement, le PNB de pays gravement touchés par des catastrophes naturelles ou d'origine criminelle augmente en raison des activités imposées par le nettoyage des dégâts, y compris quand il s'agit de sites historiques qui ne peuvent être remplacés. Même une philosophie politique utilitaire aurait quelque difficulté à traiter la consommation comme une fin, comme un des objectifs de la vie. Et pourtant, les discours internationaux et nationaux sur le développement et le progrès et les politiques qui y sont relatives continuent de confondre et souvent d'inverser la fin et les moyens, notamment en traitant des questions « sociales » comme s'il s'agissait de « conséquences », voire « d'obstacles » aux décisions d'ordre économique et financier. La voie ouverte par le Sommet mondial pour le développement social, qui a reconnu que la personne humaine devait être au centre de toutes les mesures politiques et a affirmé que les systèmes économiques devaient favoriser le bien-être des individus et des sociétés, demande à être poursuivie.

24. De ce fait, il faut retrouver une perspective à long terme des problèmes sociétaux et de leur solution, ainsi que des valeurs qui devraient orienter le changement social et permettre de faire la distinction entre progrès et régression. Une des conséquences de la « culture de l'instant » est que tout changement, de quelque origine et qualité soit-il, tend à être accepté comme étant inévitable. Il est extrêmement difficile d'influer sur des

valeurs telles que l'équité et l'égalité, d'en arrêter le déclin et d'en repenser la signification, et de propager de nouvelles valeurs liées, par exemple, aux nouvelles techniques d'information, car ces tâches appellent à une réflexion, à des débats, à des stratégies et à des perspectives à moyen et à long terme. De telles perspectives ne sont ni politiquement neutres, ni de nature technocratique. Elles touchent aux aspects les plus fondamentaux de la vie en société. Dans ce contexte, il a été noté que l'élaboration d'utopies devrait être réhabilitée. L'utopie est un guide pour la réflexion et l'action. Contrairement à beaucoup d'utopies du passé, qui étaient très complètes et très prescriptives, les utopies des temps modernes devraient être ouvertes et sujettes à débats et révisions.

25. Avant tout, il convient que les questions de valeurs et de société soient abordées avec la conviction, ou du moins l'idée, qu'il est possible de renforcer valeurs et normes, de les disséminer, de les modifier par une multitude d'actions individuelles et de politiques institutionnelles, et ce dans le plein respect des idéaux et processus démocratiques. Cette attitude non déterministe, volontariste et normative s'inscrit dans la ligne de la remarque faite plus haut sur les valeurs qui ne sont pas des entités conservées dans un musée des rêves et des illusions de l'humanité. Les valeurs sont des éléments cruciaux d'un processus historique de nature essentiellement politique et impliquant tous les principaux acteurs. Les pouvoirs publics, l'État dans ses différentes branches, les organisations régionales et internationales ont un rôle décisif à jouer dans ce processus, non seulement en tant qu'arbitres entre les intérêts et les valeurs des employeurs et des employés, ou entre les perspectives à long terme et celles à court terme, mais en tant que gardiens, créateurs et maîtres d'œuvre du bien commun. Un affaiblissement des autorités publiques, notamment de leur capacité de penser et d'agir de manière indépendante d'un secteur privé à but lucratif qui, quels que soient son importance et son pouvoir, ne représente qu'un segment de la société, a été déploré par plusieurs participants à ce séminaire. Une crise politique et administrative a été évoquée, eu égard à la prestation de fonctions fondamentales liées à la protection des citoyens, aux problèmes de légitimité, d'image, et de capacité de la part des autorités publiques de donner le ton et de conduire les sociétés dans une direction viable. Le « court-termisme » mentionné plus haut est l'un des symptômes d'une crise de la *res publica* qui a marqué et affaibli les dernières décennies du XXe siècle. Trop souvent, la vie politique semble

emprunter la technique de la restauration rapide qui participe du « vite fait », « vite consommé » et « vite oublié »... Quand les États sont autoritaires, des mesures doivent être prises pour les démocratiser. Quand ils sont faibles, ils doivent être renforcés. Quand il sont soumis à des intérêts sectoriels, ils doivent se souvenir que la seule légitimation du pouvoir résulte du service à la collectivité. Les économies de marché peuvent fonctionner de façon satisfaisante et contribuer au bien-être de la communauté et du monde quand elles sont soutenues, régulées et contrôlées par des États efficaces et démocratiques. Tout pouvoir réclame un contre-pouvoir.

26. Enfin, l'écart fréquent entre le discours et la pratique, les droits et les situations concrètes, les beaux discours abstraits et la réalité sordide des conditions de vie de beaucoup, les paroles emportées par le vent et les paroles suivies d'actions, fossé caractéristique de la condition humaine et témoignage de la faillibilité de tous, doit néanmoins être considéré comme un danger constant, comme une tentation qui doit être surmontée afin que les propos sur les valeurs aient une quelconque crédibilité. Dans ce domaine, le manque de rigueur et la duplicité non seulement nuisent au prestige et à la crédibilité de ceux et celles qui se laissent aller à de telles faiblesses, mais ils ont également des effets dévastateurs sur les principes et les valeurs qui sont simultanément proclamés et transgressés. Le cynisme est un formidable ennemi des économies et des sociétés. Un exemple a été donné au séminaire. Le pays X, en voie de développement et soucieux de progresser sur différents plans économiques et politiques, met en oeuvre les recommandations des organisations internationales compétentes et des pouvoirs occidentaux qui les soutiennent, notamment en accordant à ses travailleurs des droits inscrits dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Des syndicats se forment dans des industries qui étaient auparavant gérées sans la participation de leurs employés. Sur ces entrefaites, ce même pays est visité par une firme privée de consultants et d'experts dont les jugements sur les attraits que peuvent présenter les pays en développement pour les investisseurs privés sont très écoutés. Suite à cette visite, la note du pays X est baissée en fonction d'une logique qui veut que le rendement de l'investissement risque d'être plus faible quand les ouvriers et employés des entreprises concernées ont une meilleure chance de bénéficier des gains de productivité. Ainsi, un progrès dans la mise en oeuvre de valeurs en principe universellement reconnues

est-il puni par des sanctions qui diminueront les chances de progrès économique du pays concerné.

V. Objectifs à poursuivre et questions à aborder

27. Il est nécessaire de repenser la personne humaine dans une perspective globale et de comprendre que si les êtres humains sont des producteurs et des consommateurs, ils ont aussi des besoins affectifs, artistiques, religieux et spirituels. L'unité fondamentale de la personne vaut pour le riche et le puissant, mais ceux qui ont un pouvoir dans la gestion des affaires du monde ont le devoir et la responsabilité de promouvoir un sens de l'intérêt général qui transcende les politiques et intérêts sectoriels. Le citoyen moderne qui est à la fois citoyen d'un pays et du monde, d'une ville ou d'un village et d'une région, a des identités différentes qui réclament des expressions politiques variées dans diverses institutions et différents cadres juridiques et dont l'unité est assurée par les valeurs, qui donnent leur cohérence aux pensées et aux actions.

28. L'ambition d'ensemble est d'améliorer la cohérence des économies de marché, y compris l'économie mondiale qui se dessine, avec les valeurs universelles qui fondent les objectifs de la communauté internationale, notamment ceux formulés par le Sommet mondial pour le développement social. Une plus grande cohérence, ou adéquation, signifierait une plus grande contribution à la dissémination de ces valeurs, et de meilleures économies de marché signifieraient de meilleures sociétés et un monde plus pacifique. Parmi les questions qui se posent à ce sujet, on mentionnera les suivantes :

- Comment combattre la domination de la rationalité mercantile dans des domaines où elle ne devrait constituer qu'une logique parmi d'autres?
- Comment maintenir et promouvoir la richesse et la diversité institutionnelles indispensables à l'expression des besoins et des aspirations de la personne, sans laquelle il y a risque de pauvreté de l'esprit et de glissement de l'économie de marché vers la société de marché?
- Comment repenser le « social » afin qu'il englobe à la fois le bien-être de l'individu et l'harmonie de la société et qu'il permette de traiter l'économie comme un moyen?

- Comment promouvoir le respect de normes universelles, en ce qui concerne, par exemple, les conditions de travail, en utilisant la distinction entre ce qui est compatible avec la dignité humaine et ce qui lui est contraire, tout en tenant compte des différences entre les cultures, les conditions de vie et les niveaux de développement économique?
- Comment redonner priorité à l'éducation, vue comme un droit fondamental et une condition du bien-être individuel et de l'harmonie sociale?
- Comment protéger et encourager la diversité culturelle tout en permettant la croissance de l'économie mondiale?
- Comment combattre la concentration du pouvoir économique et financier?
- Comment orienter le changement technologique vers le progrès social et faire un usage positif des technologies de l'information?
- Comment replacer les intérêts des ouvriers et employés au centre des décisions des entreprises?

29. Un autre objectif lié à l'objectif précédent, et devant être poursuivi en même temps, consiste à transformer les valeurs universelles en normes de comportement partagées et respectées. Cette tâche ne saurait jamais être complète dans un monde libre et démocratique mais un accord sur la direction des progrès à réaliser et la participation des acteurs à une variété de processus permettant de débattre des valeurs et de leur mise en pratique revêtent une grande importance. Les institutions de l'économie de marché sont bien sûr parmi celles qui doivent permettre ce passage de l'abstrait au concret, du proclamé au vécu. Cette quête implique notamment :

- Un nouvel accent sur la poursuite de l'équité et de l'égalité, à tous les niveaux, y compris au niveau mondial;
- La création d'un « espace » suffisant pour l'expression de la générosité, de l'altruisme et de la solidarité;
- Une réflexion sur la notion de sécurité, dans ses dimensions individuelles, collectives et mondiales;
- Une meilleure compréhension de la tension entre le global et le local;

- La participation de différents acteurs, y compris les institutions religieuses, dans les débats sur les valeurs communes;
- L'élaboration de méthodes et d'institutions qui permettent d'intégrer les acteurs traditionnels et nouveaux dans une réflexion sur les valeurs et le fonctionnement des économies et accordent une attention particulière à l'idée de partenariat, au partage du savoir et de l'information et à la diffusion des « meilleures pratiques »;
- La reprise d'un travail d'élaboration de statistiques et d'indicateurs qui permettraient de saisir la diversité des conditions de vie, les changements qui les affectent, les progrès sociaux et les régressions sociales et les différentes facettes de la mondialisation;
- La réhabilitation ou le ressourcement du politique et de la politique et un accent renouvelé sur le besoin d'États qui soient à la fois humains, démocratiques et efficaces pour remplir leur rôle dans des sociétés complexes qui ne peuvent plus s'abstraire de la construction d'une communauté mondiale viable;
- Une réinterprétation du fait démocratique aux niveaux local, national, régional, international et mondial, sinon dans ses principes et valeurs de base, du moins dans ses procédures et institutions.

30. Les organisations internationales, notamment l'ONU, ont, eu égard à leurs mandats et aux buts inscrits dans la Charte des Nations Unies, un rôle décisif à jouer dans l'élaboration de valeurs communes et dans une orientation des économies de marché propre à améliorer la condition humaine. Il a été noté que les Nations Unies avaient le devoir d'encourager le respect des valeurs morales dans la vie publique et d'oeuvrer à l'élaboration d'une éthique mondiale ouverte qui puisse inspirer des actions concrètes. Dans ce contexte, il a été noté que l'ONU avait élaboré, notamment, lors des conférences mondiales qu'elle avait organisées, un cadre politique et normatif selon lequel toute société devrait :

- a) Se doter d'une économie qui fournisse à chacun les moyens matériels et les services publics qui lui permettent de vivre dans la dignité;
- b) Prendre en charge le bien-être de ses membres, y compris celui des générations futures;

c) Favoriser l'égalité des conditions et des chances, en particulier entre les hommes et les femmes;

d) Respecter la diversité, le droit à la différence;

e) Se doter d'un système politique qui n'exclue personne et permette la participation de tous;

f) Prendre résolument parti pour la non-violence et reconnaître que les différends peuvent être réglés de manière pacifique.

31. Il a été souligné que l'ONU était une institution neutre et respectée dans laquelle tous avaient confiance, et qu'elle devrait associer davantage les institutions non gouvernementales à ses travaux.

32. Il a été aussi souligné qu'il fallait un « nouveau projet politique » qui puisse faire contrepoids aux idées et intérêts qui sous-tendent le développement du capitalisme mondial. Ce projet devrait ouvrir la voie à une gouvernance humaine pour tous les peuples, être ouvert à toutes les cultures et se fonder sur une éthique de portée mondiale. Les évolutions qui ont une importance particulière dans ce contexte incluent le glissement d'un monde centré sur les États vers un monde avec une pluralité d'acteurs; des changements géopolitiques modifiant la notion de sécurité; et la formation de nouvelles coalitions à laquelle participeraient ceux qui protestent contre la globalisation « imposée d'en haut » et les pays qui ne sont pas représentés dans les instances mondiales de décision. Ce nouveau projet politique s'inscrirait dans le cadre d'une renaissance morale. Les temps sont mûrs pour une prise en compte des valeurs éthiques et spirituelles dans un dialogue au niveau planétaire.

33. De même, l'élaboration d'une « philosophie sociale globale » permettrait de faire contrepoids à l'individualisme dominant. Cette philosophie sociale mettrait l'accent sur l'équilibre nécessaire entre la liberté individuelle et le nécessaire respect du bien-être de l'autre, en particulier les personnes vulnérables et désavantagées; reconnaîtrait l'importance d'une action communautaire par le truchement du gouvernement pour promouvoir divers objectifs dont la protection de l'environnement, le plein emploi, et l'élimination de l'extrême pauvreté; et reconnaîtrait aussi que la responsabilité de l'être humain à l'égard de ses semblables s'étend au-delà des frontières nationales et régionales.

VI. Autres suggestions méritant débat

34. Durant le Séminaire, et en plus des points mentionnés plus haut, des recommandations spécifiques, qui étaient plutôt d'ordre institutionnel et international, ont été formulées. Ces propositions, qui ont été à peine examinées faute de temps et n'ont été ni acceptées ni rejetées par le Séminaire, sont brièvement exposées ci-après.

35. Pour modifier dans un sens positif le fonctionnement de l'économie mondiale, il faudrait engager une réforme des institutions financières internationales à relativement court terme. Cette réforme devrait prévoir : a) le renforcement des réglementations en particulier pour décourager les mouvements spéculatifs de fonds de placement à haut risque et autres fonds par des contrôles ou des taxes sur les flux de capitaux à court terme; b) une plus grande responsabilité financière des bailleurs de fonds en cas de crise internationale et la participation des bailleurs de fonds privés au coût des mesures prises par le Fonds monétaire international ou par les gouvernements pour leur venir en aide; et c) une participation plus large des différents pays du monde à la gestion des questions financières internationales.

36. Pour aider à l'identification, à la diffusion et à la mise en oeuvre de valeurs communes, un ensemble de mesures sont envisageables. Ceux qui ont compétence pour le faire devraient extraire des grands textes religieux des préceptes et valeurs communes et les présenter dans des livres, pamphlets, films et autres moyens permettant d'atteindre une large audience. Les responsables des différentes religions devraient tenir des débats sur la notion de « bonne économie de marché » telle qu'elle ressort des grands textes religieux. L'ONU devrait élaborer une déclaration sur les valeurs et les vertus nécessaires au bon fonctionnement des économies de marché qui devrait être reprise dans les programmes et manuels scolaires.

37. Dans le cadre du système des Nations Unies tel qu'il se présente aujourd'hui, un certain nombre de mesures pourraient être envisagées. L'ordre du jour du Conseil de sécurité pourrait être étendu à l'ensemble des questions d'intérêt mondial. L'Assemblée générale tiendrait une session extraordinaire sur la justice sociale, au cours de laquelle elle examinerait les tendances qui affectent l'économie mondiale et les relations internationales. La composition et le mandat de la Commission du développement social seraient renfor-

cés notamment pour qu'elle puisse débattre des valeurs et normes qui fondent le progrès économique et social. Les bureaux des divers comités et commissions se réuniraient plus fréquemment notamment dans le cadre de sessions communes, pour étudier des approches communes aux questions relevant de leur compétence. Le Groupe spécial d'experts de la coopération internationale en matière fiscale, aujourd'hui peu connu, pourrait devenir l'embryon d'une instance de débat sur l'ensemble des questions fiscales dans leur rapport avec la coopération internationale. Les organisations non gouvernementales seraient encouragées à participer plus étroitement aux travaux de l'ONU et se verraient accorder les moyens de le faire. L'Union interparlementaire serait invitée à tenir l'une de ses sessions à New York. Un effort particulier serait fait pour clarifier et faire connaître les objectifs de la communauté internationale, par exemple, celui concernant l'élimination de la pauvreté.

38. On a avancé qu'il était nécessaire de concevoir et mettre en oeuvre un nouveau corpus de concepts à l'intention des organisations internationales et mondiales, comme cela avait été le cas en 1945 lors de la création de l'ONU et des institutions de Bretton Woods. Dans ce contexte, trois idées ont été avancées :

a) Une Commission pour le dialogue culturel ou les valeurs communes ou les dimensions ethniques et spirituelles du progrès devrait être créée au sein de l'ONU. Elle rassemblerait des représentants des gouvernements, des scientifiques, des philosophes, des entrepreneurs, des artistes, des personnalités religieuses et des représentants de ceux qui ne sont pas entendus dans les instances internationales. Cette commission examinerait les valeurs communes sur lesquelles on puisse fonder l'avenir de l'humanité. À cet égard, on se souviendra que le Sommet mondial pour le développement social a pleinement reconnu les dimensions morales et spirituelles de la condition humaine et des politiques visant à favoriser la coopération internationale. On se souviendra aussi que l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé 2001 « Année des Nations Unies pour un dialogue entre les civilisations »;

b) Un Conseil de sécurité économique, ou Conseil de sécurité économique et social, devrait être établi, avec des représentants de toutes les régions et un secrétariat assuré par les Nations Unies. À partir de là, une nouvelle configuration d'organisations internationales et de processus de coopération pourrait se mettre en place progressivement, à la lumière des

changements à venir. À l'intérieur ou à l'extérieur de ce conseil, mais dans sa mouvance, il faudrait créer un observatoire des conditions et tendances sociales qui continuerait le travail commencé par le Sommet mondial pour le développement social à Copenhague en 1995 et par la session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Sommet mondial pour le développement social et au-delà : le développement social pour tous à l'heure de la mondialisation » à Genève en 2000. On se souviendra que la Commission internationale chargée de la direction des affaires mondiales avait proposé en 1995, dans son rapport, la création d'un conseil de sécurité économique indépendant du Conseil de sécurité, dont la composition serait différente et dont les fonctions i raient de l'examen du fonctionnement de l'économie mondiale, à la coordination des objectifs politiques des diverses organisations internationales;

c) Une Assemblée mondiale des peuples, qui aurait pour but de commencer à prendre en mains les affaires transnationales, devrait être mise en place par la société civile, avec l'aide des gouvernements intéressés. Cette assemblée, dont le Parlement européen constitue une sorte de modèle ou de précédent, trouverait sa légitimité dans la souveraineté populaire pour ce qui concerne les questions qui dépassent les frontières nationales et ne s'appuierait pas exclusivement sur la coopération des gouvernements ou sur les stratégies des sociétés multinationales pour mener ses travaux. Elle serait l'un des éléments du vaste ensemble des institutions internationales et mondiales qui ont pour but de conduire les affaires d'un monde de plus en plus complexe et ouvert.

39. S'il y a eu un thème dominant ou une préoccupation principale durant ce bref séminaire sur les valeurs et les économies de marché, ce fut sans doute le sentiment et la conviction qu'une sagesse nouvelle devrait présider à la gestion des affaires des particuliers et des entreprises et des affaires nationales et internationales. La modération devrait être à l'ordre du jour, aussi bien pour les stratégies des entreprises que pour les politiques des États et pour la formulation des idéaux et des utopies. En d'autres termes, modération en toutes choses, sauf pour ce qui est de la quête de la justice sociale.

Notes

^a Résolution 217 A (III) de l'Assemblée générale.

^b Voir la résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale, annexe.

^c Ibid.

Annexe

Liste des participants

Experts internationaux

Khalid **Alioua** (Maroc)

Kamel **Al-Sharif** (Jordanie)

Torben **Brylle** (Danemark)

Andrei **Bugrov** (Fédération de Russie)

Jacques **Delors** (France)

Richard **Falk** (États-Unis d'Amérique)

J. M. **Folz** (France)

Francine **Fournier** (Canada)

Jean-François **Giovannini** (Suisse)

Huang Ping (Chine)

Marie-Thérèse **Join-Lambert** (France)

Ruud **Lubbers** (Pays-Bas)

Cristian **Maquieira** (Chili)

Arthur **Mbanefo** (Nigéria)

Goenawan **Muhamad** (Indonésie)

Gautam **Mukhopadhaya** (Inde)

Poul **Nielson** (Danemark)

John **Nevile** (Australie)

Dominique **Peccoud** (France)

Margo **Picken** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Maria de Lourdes **Pintasilgo** (Portugal)

J. Stanley **Sanders** (États-Unis d'Amérique)

Zola **Skweyiya** (Afrique du Sud)

Daniel **Stauffacher** (Suisse)

Barbara **Sundberg-Baudot** (États-Unis d'Amérique)

Tu Weiming (États-Unis d'Amérique)

Danilo **Turk** (Slovénie)

Gouvernement hôte

Ministère de l'emploi et de la solidarité

Frédéric **Martel**, Conseiller technique auprès de la Ministre de l'emploi et de la solidarité

Jacques **Maire**, Délégué aux affaires européennes et internationales

Michel **Thierry**, Président du Comité national de suivi du Sommet mondial pour le développement social

Olivier **Villey**, Sous-Directeur à la Délégation aux affaires européennes et internationales (DAEI)

Monique **Halpern**, Chef de la mission Nations Unies à la DAEI

Patrick **Monod-Gayraud**, Administrateur civil

Ministère des affaires étrangères

Chantal **Poiret**, Directrice adjointe à la Direction des Nations Unies

Jean-Louis **Riddell**, Bureau du développement social de la Direction générale de la coopération internationale et du développement

François **Poinsot**, Sous-Direction des Nations Unies

Didier **Le Bret**, Mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies

Autres participants

Claude **Alphandéry**

André **Fontaine**

Olivier **Giscard D'Estaing**

Henri **Mendras**

Bernard **Perret**

Rose-Marie **Vanlerberghe**

Secrétariat de l'ONU

Nitin **Desai** (Président)

John **Langmore**

Gloria **Kan**

Shehnaz **Daruwala**

Conseiller

Jacques **Baudot**
